



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid
Receiving/Réception des Soumissions
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Brunswick
E2L 2B6
Bid Fax: (506) 636-4376

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works Government Services Canada-Bid Receiving
/ Réception des soumissions
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Bruns
E2L 2B6

Title - Sujet Indigenous Benefits Plan RFI - JCVH	
Solicitation No. - N° de l'invitation EC015-200193/A	Date 2020-01-31
Client Reference No. - N° de référence du client EC015-200193	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWB-101-4492
File No. - N° de dossier PWB-9-42011 (101)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-03-03	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lomax (PWB), Sandra	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb101
Telephone No. - N° de téléphone (506) 639-8503 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC/TPSGC DOMINION PUBLIC BUILDING 1045 MAIN ST MONCTON New Brunswick E1C1H1 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Table des matières

1. But et contenu de la demande de renseignements.....	2
2. Renseignements généraux.....	3
3. Portée possible des travaux.....	3
4. Stratégie d'approvisionnement envisagée.....	4
5. Valeur estimée du projet.....	4
6. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales.....	4
7. Soumissions.....	5
8. Séance de mobilisation de l'industrie.....	5
9. Date de clôture de la DR.....	5
10. Remarque importante à l'intention des répondants.....	5
 Annexe A – Questions de la DR.....	 8

Demande de renseignements (DR)

Plan d'avantages pour les Autochtones pour le pont JC Van Horne

1. But et contenu de la demande de renseignements

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) souhaite obtenir les commentaires de l'industrie sur diverses réparations au pont JC Van Horne dont les appels d'offres exigent un plan d'avantages pour les Autochtones (PAA). Ce PAA visera à maximiser la participation de la main-d'œuvre autochtone de la Communauté micmaque de Listuguj et de leur milieu des affaires micmac dans ces projets pour le gouvernement du Canada.

Un plan d'avantages pour les Autochtones (PAA) est un plan d'engagement élaboré par un entrepreneur qui propose de fournir des emplois aux Autochtones, de faire affaire avec les entreprises autochtones et d'offrir de la formation et du développement des compétences, entre autres. Un PAA est donc une proposition chiffrée en dollars et en pourcentage de la valeur totale du contrat qui offre des avantages économiques à une Première Nation. Les PAA sont évalués avant l'attribution du contrat; le respect du plan retenu est ensuite contrôlé mensuellement durant le projet et un rapport est remis à la fin du contrat. L'évaluation permet de comparer les avantages prévus pour chacune des transactions aux résultats réels obtenus par l'entrepreneur ou ses sous-traitants. Dans le cadre de l'évaluation, on passe en revue chaque transaction pour déterminer si elle a été achevée ou non, et si ses objectifs ont été atteints ou non. Les répondants à cette DR peuvent examiner et commenter un exemple de PAA ci-joint.

Les objectifs de la présente DR sont les suivants :

- favoriser le développement de travailleurs et d'entreprises autochtones qui contribueront au développement économique des collectivités des Premières Nations;
- aider à stimuler l'emploi des Autochtones et le développement des entreprises autochtones;
- offrir des possibilités aux entreprises autochtones au moyen de la sous-traitance ou de coentreprises avec le milieu des affaires en général lorsqu'elles soumissionnent dans le cadre d'appels d'offres;
- renforcer la capacité autochtone en offrant de l'expérience de travail valable, de la formation en cours d'emploi et du mentorat.
- faire appel à l'expertise actuelle de la collectivité de la Communauté micmaque de Listuguj.

La présente DR invite l'industrie à présenter ses commentaires par les questions jointes à l'annexe A pour élaborer en collaboration les critères du PAA dans le dossier d'appel d'offres éventuel. En adressant cette DR à l'industrie, le gouvernement du Canada cherche des recommandations et des stratégies proactives pour augmenter le bénéfice de la participation autochtone. Des questions supplémentaires peuvent être adressées à l'industrie par des modifications à la présente DR.

La présente DR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ni contrat fondé sur la présente DR ne sera conclu. Elle ne constitue nullement un engagement de la part

du gouvernement du Canada et n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Elle ne doit pas être considérée comme un engagement à publier une demande de soumissions subséquente ou à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

La participation à cette DR est encouragée, mais n'est pas obligatoire. La présente DR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour des travaux à venir. De plus, la participation à la présente DR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par les répondants pour la participation à cette DR.

La date de clôture de la DR publiée dans les présentes n'est pas la date limite pour faire des commentaires. Les commentaires seront acceptés jusqu'à ce que la demande de soumissions soit publiée (le cas échéant).

2. Renseignements généraux

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est chargé de l'entretien du pont JC Van Horne entre le Nouveau-Brunswick et le Québec dans les collectivités de Campbellton (N.-B.), de la Première Nation micmaque de Listuguj et de Pointe-à-la-Croix (Qc).

Le pont a besoin de réparations qui seront faites au moyen de contrats publics.

SPAC fera diverses réparations sur le pont JC Van Horne et tentera de maximiser la participation de la main-d'œuvre autochtone de la Communauté micmaque de Listuguj et de leur milieu des affaires micmac dans ces projets.

3. Portée possible des travaux

Trois projets sont en cours de conception aux fins d'appels d'offres :

1. Renforcement structurel
 - a. Réparer ou remplacer divers éléments de renforcement dans la structure d'acier du pont.
2. Remise en état de la chaussée
 - a. Enlever tous les matériaux recouvrant le tablier du pont.
 - b. Fournir et installer un nouvel imperméabilisant sur le tablier du pont.
 - c. Réparer les joints de dilatation.
 - d. Poser une nouvelle couche d'asphalte sur le tablier du pont.

3. Programme de travaux

- a. Réparation de douze (12) piliers de béton et des culées nord et sud, y compris des réparations sur les plaques d'appui et les supports associés.
- b. Ajout d'un nouveau capuchon mural en béton sur les murs de soutènement en aile, réinstallation des garde-corps sur les capuchons muraux.
- c. Remplacement des protège-coins en acier abimés sur les piliers de béton.
- d. Fourniture et installation d'un chemisage de protection en acier aux piliers 5 et 7.
- e. Diverses réparations, notamment des garde-corps; remplacement des goupilles fendues manquantes, grillage et un cadre en acier verticaux et du béton isolé endommagé.

4. Stratégie d'approvisionnement envisagée

Dans le cadre de l'objectif de modernisation des pratiques d'approvisionnement, y compris l'approvisionnement social et la mise sur pied d'initiatives pour accroître la diversité des soumissionnaires aux contrats gouvernementaux, y compris les Autochtones, SPAC souhaite obtenir de la rétroaction du milieu des affaires autochtone. Cette rétroaction pourrait permettre de prendre en compte les avantages socioéconomiques potentiels, comme le développement des compétences et la croissance économique dans la région.

Ce marché n'est pas réservé aux termes de la Stratégie d'achat auprès des entreprises autochtones. La stratégie d'approvisionnement envisagée est une demande de propositions concurrentielle ouverte à toutes les entreprises, autochtones et non autochtones, ainsi qu'aux coentreprises.

La stratégie d'évaluation comprendra des critères axés sur un plan d'avantages pour les Autochtones (PAA) de la Communauté micmaque de Listuguj, puisqu'une partie de ce projet a lieu sur les terres des Micmacs.

5. Valeur estimée du projet

La valeur estimée totale de ces projets est la suivante :

Remise en état de la chaussée : de 1 000 000 \$ à 2 500 000 \$
Renforcement structurel : de 3 000 000 \$ à 4 500 000 \$
Programme de travaux : de 3 000 000 \$ à 4 500 000 \$

6. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales

Voici une liste de lois, d'accords commerciaux et de politiques gouvernementales qui pourraient avoir une incidence sur une demande de soumissions subséquente :

Accord de libre-échange canadien (ALEC)

7. Soumissions

Les répondants intéressés peuvent présenter leur réponse à l'autorité contractante de SPAC indiquée ci-dessous, de préférence par courriel :

Nom : Sandra Lomax
Titre : Agente d'approvisionnement
Organisation : Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 126, rue Prince William
Saint John (Nouveau-Brunswick)
E2L 2B9
Téléphone : 506-639-8503
Télécopieur : 506-636-4376
Adresse de courriel : sandra.lomax@pwgsc.gc.ca

Les coordonnées d'une personne-ressource du répondant doivent être comprises dans la réponse.

Toute modification apportée à la présente DR sera affichée sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter régulièrement le site Achatsetventes.gc.ca pour vérifier si des modifications ont été apportées.

8. Séance de mobilisation de l'industrie

L'industrie aura l'occasion de participer à une séance de mobilisation de l'industrie et de la collectivité qui se tiendra en anglais le 24 février 2020 de 12 h à 17 h à Listuguj. Cette activité donnera aux entrepreneurs et à la Communauté micmaque de Listuguj la possibilité de se rencontrer et de discuter de partenariat, de sous-traitance et de développement des compétences. Cette séance servira à élaborer davantage les réponses à la présente DR.

Les participants à la séance auront la possibilité de poser des questions.

Le fournisseur qui ne participe pas à la séance pourra quand même répondre à une éventuelle demande de soumissions.

9. Date de clôture de la DR

Les réponses à la présente DR doivent être présentées à l'autorité contractante de SPAC dont le nom figure ci-dessus au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la première page du présent document.

10. Remarque importante à l'intention des répondants

La présente DDR ne constitue ni un appel d'offres ni une DDP. La présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La présente DDR

ne doit pas être considérée comme un engagement à émettre une demande de soumissions subséquente ou à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

Même si les renseignements recueillis sont jugés de nature commerciale (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information aux fins de rédaction des spécifications fonctionnelles (qui pourront être modifiées) et de planification budgétaire.

Les répondants sont invités à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée dans le cadre de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La DDR n'est pas destinée à servir d'appel d'offres, de demande de propositions ou de processus de préqualification, et ne doit pas être interprétée ainsi. La présentation d'une réponse à la DDR ou la participation à une réunion ne vise pas à créer et ne crée pas d'obligations contractuelles ou juridiquement exigibles, notamment d'obligations d'acceptation ou de rejet de l'information, d'obligations d'entreprendre des négociations ou de refuser d'entreprendre ou de continuer des négociations, ou encore d'obligations d'attribuer ou de refuser d'attribuer un contrat.

Les répondants devront émettre leurs commentaires, faire part de leurs préoccupations et, le cas échéant, formuler des recommandations sur la façon de répondre aux exigences ou d'atteindre les objectifs décrits dans la présente DDR. Les répondants sont priés d'explicitier les hypothèses qu'ils avancent dans leur réponse.

La réponse à la présente DDR n'est pas assujettie à une structure ou à un style de présentation officiel. Le répondant ne devrait pas hésiter à fournir les renseignements qu'il estime utiles et pertinents pour l'analyse du projet par le Canada et pour l'élaboration de documents d'invitation à soumissionner en vue de l'achat d'une solution répondant à leurs besoins. Le Canada peut, à son entière discrétion, communiquer avec les répondants afin de leur poser des questions supplémentaires ou de leur demander des précisions sur tout aspect d'une réponse donnée.

Toutes les soumissions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information (L.R.C. [1985], ch. A-1) et de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. [1985], ch. P-21).

Le Canada ne communiquera directement d'aucune manière les renseignements que les répondants auront désignés comme « confidentiels » ou « de propriété exclusive » dans leur réponse.

Les réponses ne feront pas l'objet d'une évaluation officielle. Toutefois, le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner certaines réponses reçues après la date de clôture de la DDR. Une équipe de représentants du Canada examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser toutes les autres ressources qu'il juge nécessaires pour examiner en tout ou en partie les réponses. Tous les membres de l'équipe d'examen n'examineront pas nécessairement toutes les réponses.

Outre tous les autres droits exprimés ou implicites, le Canada se réserve les droits suivants :

- .1 annuler, quand bon lui semble, le présent processus de DDR;
- .2 annuler, quand bon lui semble, le présent processus de DDR et lancer une nouvelle DDR concernant les mêmes renseignements ou des renseignements similaires;
- .3 modifier, à son entière discrétion, l'échéancier ou la structure du présent processus de DDR, y compris la date de clôture;
- .4 demander d'autres précisions ou renseignements utiles aux répondants et/ou leur donner d'autres précisions ou renseignements pertinents au sujet de la présente DDR;
- .5 communiquer avec tout client ou toute référence figurant dans le document d'un répondant;
- .6 ne pas tenir compte d'une réponse dans son intégralité si elle contient des renseignements que le Canada juge faux, inexacts, douteux ou trompeurs.

Annexe A

Questions de la DR

Veuillez tenir compte des questions suivantes dans votre réponse à la présente DR.

- 1) Possédez-vous ou exploitez-vous une entreprise ou une coentreprise? Veuillez fournir un aperçu de votre entreprise ou coentreprise et des projets qui vous intéressent.
- 2) Pour les entrepreneurs principaux désireux de soumissionner pour l'un de ces contrats ou tous, veuillez fournir une liste des compétences, des métiers et de l'équipement dont vous avez besoin pour réaliser le type de travaux en question.
- 3) Comment proposeriez-vous de travailler avec la main-d'œuvre, les sous-traitants, les matériaux et l'équipement disponibles dans la Communauté micmaque de Listuguj? Comment votre entreprise organiserait-elle et gérerait-elle cette exigence? Quelles méthodes avez-vous employées pour conclure des ententes de travail collaboratif dans le passé?
- 4) Avez-vous déjà vu des stratégies incitatives dans des contrats antérieurs pour encourager la participation des Premières Nations locales afin de développer leurs compétences, de renforcer leur capacité industrielle et de générer des retombées économiques? Pouvez-vous nous dire quelles leçons vous en avez tirées? Recommandez-vous des approches pour intégrer les mesures d'approvisionnement social auprès des Autochtones dans le processus d'appel d'offres?
- 5) L'inclusion d'une exigence concernant un plan des avantages pour les Autochtones (PAA) aura-t-elle une incidence sur votre participation à ce marché public?
- 6) L'une des mesures d'approvisionnement social mises en œuvre pour ce marché pourrait consister à imposer un pourcentage minimum de contrats de sous-traitance confiés à des fournisseurs répondant aux critères de diversité, en l'occurrence la Communauté micmaque de Listuguj. Quel pourcentage de travaux donnés en sous-traitance à ces fournisseurs ou à cette main-d'œuvre pourrait être réalisable? Par exemple, une approche pourrait viser de 15 à 20 % de la valeur totale du projet.
- 7) Pour renforcer la capacité technique et contractuelle dans la Communauté micmaque de Listuguj, seriez-vous prêt à offrir des emplois non manuels importants pour la durée du projet? Votre entreprise prévoit-elle des problèmes particuliers découlant de ce type d'exigence? Si c'est le cas, lesquels? Veuillez fournir une liste d'exemples de ces postes potentiels et des responsabilités associées. Le cas échéant, veuillez indiquer l'expérience et les études requises pour occuper ces postes.
- 8) Ces projets sont interprovinciaux et les entreprises doivent savoir que les règlements provinciaux les plus stricts en matière de santé et de sécurité au travail s'y appliquent. L'une des mesures d'approvisionnement social auprès des Autochtones mises en œuvre dans le cadre de ces projets sera la formation de la main-d'œuvre disponible dans la Communauté micmaque de Listuguj.
 - a) Toute la formation requise devra être donnée par l'entrepreneur principal à la main-d'œuvre provenant de la Communauté micmaque de Listuguj. Avez-vous des inquiétudes face à cette exigence?

- b) Dans votre entreprise, quelles autres formations sont normalement données à votre personnel et comment proposeriez-vous de les donner aux employés de la Communauté micmaque de Listuguj?
- c) Quelle autre stratégie de formation (autre que celle pour la SST) proposeriez-vous qui pourrait procurer des compétences valables aux employés de la Communauté micmaque de Listuguj pour ces projets?
- d) Prévoyez-vous des occasions de développer les compétences et les capacités des Autochtones dans ces projets?

9) Ci-joint se trouve le document de PAA. Après l'avoir examiné, prévoyez-vous des problèmes avec le contenu et le format actuels?

10) SPAC envisage divers modèles pour confirmer qu'un fournisseur répond aux critères de diversité. L'une des solutions consisterait à demander à chaque fournisseur de produire une attestation, qui serait vérifiée par SPAC au moyen d'audits effectués pendant toute la durée du contrat. SPAC devrait-il avoir recours à une attestation du fournisseur suivie de vérifications, ou à une certification obtenue auprès d'un organisme de certification établi aux fins de la qualification à titre de fournisseur diversifié ou d'entreprise sociale? Quelles autres méthodes proposeriez-vous pour vérifier le statut des fournisseurs?

Une autre solution consisterait à recourir aux services d'un organisme tiers pour vérifier si les fournisseurs correspondent à la définition et délivrer une attestation moyennant des frais. Il pourrait s'agir par exemple d'un des organismes suivants :

<https://www.buysocialcanada.com/suppliers>

Conseil canadien des fournisseurs autochtones et des minorités visibles

Conseil canadien pour le commerce autochtone

Inclusive Workplace Supply Council of Canada

Social Purchasing Project (pour les entreprises à vocation sociale)

11) Les organismes de certification exigent habituellement des frais pour certifier une entreprise à titre de fournisseur diversifié ou d'entreprise sociale. Accepteriez-vous de payer des frais supplémentaires pour faire certifier votre entreprise? Les frais de ce genre auraient-ils une incidence sur votre organisation?